



**MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE  
ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

**PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE  
(FAD - FND)**

Prêt : FAD/N°F/SEN/LUT-PAU/99/22 du 19/08/99  
FND/N°286 du 25/05/99

**RAPPORT AU COMITE NATIONAL  
DE PILOTAGE (CNP)**

**PAYS** : SENEGAL

**TITRE DU PROJET** : PROJET DE LUTTE CONTRE LA  
PAUVRETE (FAD - FND)

**AGENCE D'EXECUTION** : BUREAU DE GESTION DU PROJET  
(BGP) SOUS LA TUTELLE DU  
MINISTERE DE LA FEMME, DE LA  
FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT  
SOCIAL (MFFDS)

**NUMERO DU RAPPORT** : TROISIEME RAPPORT AU COMITE  
NATIONAL DE PILOTAGE (CNP)

PLCP / GOUV.SEN-FAD-FND

Av. Bourguiba x Rue 3 Castors - BP 17245 Dakar - Tel : (221) 869 1087 - Fax : (221) 869 1088 - E-mail : plcp@scentoo.sn

764

# SOMMAIRE

I.	DESCRIPTION ET DONNEES DE BASE DU PROJET.....	4
I.1.	Objectifs et description du Projet :.....	4
I.2.	Renseignements de base :.....	4
II.	ORGANISATION ET GESTION.....	5
III.	ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DU PROJET :.....	6
III.1.	Résumé de l'état d'exécution physique :.....	6
III.2.	Résumé de l'exécution financière :.....	8
	Décaissement global du Projet par catégorie :.....	8
	Décaissement sur le prêt FAD et sur le don FAT.....	9
	Contrepartie nationale.....	10
	Décaissement sur le prêt FND.....	10
IV.	ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET PAR COMPOSANTE :.....	11
IV.1.	Composante I : Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires.....	11
IV.2.	Composante II : Microfinance et Activités Génératrices de Revenus (AGR).....	14
IV.3.	Composante III : Infrastructures, Equipements et Hydraulique.....	17
IV.4.	Composante IV : Gestion du projet.....	21
A.	Suivi des activités de la composante Gestion :.....	21
B.	Gestion et coordination du Projet.....	22
V.	DIFFICULTES RENCONTREES.....	23
VI.	PERSPECTIVES :.....	24
VI.1.	Synthèse du Programme d'activités 2004.....	24
A.	Composante I - Renforcement des capacités des bénéficiaires et partenaires.....	24
B.	Composante 2 - Micro-finance et AGR.....	24
C.	Composante III : Infrastructures, Equipements et Hydraulique.....	25
D.	Composante IV - Gestion.....	25
VI.2.	BUDGET PREVISIONNEL 2005.....	25

## Répartition du Financement

- Prêt Fonds Africain de Développement (FAD) : 10,00 millions U.C
- Don Fonds d'Assistance Technique (FAT) : 1,75 millions U.C
- Prêt Fonds Nordique de Développement (FND): 5,00 millions U.C avec une extension du prêt à hauteur de 2,5 millions d'UC
- Contrepartie sénégalaise (Gouvernement) : 1,85 millions U.C

### Date d'approbation du Prêt :

FAD : 30 Juin 1999

FND : 31 Janvier 1999

### Date de signature du Prêt :

FAD : 19/08/99

FND : 25/05/99

### Date de Mise en vigueur du Prêt :

FAD: 15 février 2001

FND: Août 2001

Date du 1er Décaissement : 11 avril 2001

Date prévisionnelle du dernier décaissement : 31 Décembre 2004 prorogée au 31 décembre 2005

## II. ORGANISATION ET GESTION

Le Projet est administré par un bureau de gestion basé à Dakar et des Unités Régionales de Gestion au niveau des 5 régions d'intervention du projet que sont : Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Kolda.

Au niveau national, le bureau de gestion du projet (BGP) est dirigé par un Directeur National assisté :

- d'un spécialiste en IEC / Alphabétisation ;
- de deux spécialistes en micro-finance ;
- d'un spécialiste en génie rural ;

# I. DESCRIPTION ET DONNEES DE BASE DU PROJET

## 1.1. Objectifs et description du Projet :

L'objectif général du projet est de contribuer à réduire la pauvreté au Sénégal. Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants : (i) élever le niveau éducatif, les compétences techniques et professionnelles et les capacités d'auto-promotion des groupes-cibles ; (ii) accroître leurs capacités de génération de revenus et (iii) favoriser l'accès aux services de base.

Le projet comprend les composantes suivantes :

- Composante I : Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires
- Composante II : Microfinance et appui aux activités génératrices de revenus
- Composante III : Infrastructures, Equipements et Hydraulique villageoise
- Composante IV : Gestion du Projet.

## 1.2. Renseignements de base :

Numéro du Prêt : Prêt FAD/N° F/SEN/LUT.PAU/99/22 du 19/08/99.

Prêt FND/N° 286 du 25/05/99.

### Sources de Financement :

Le projet est co-financé par :

- le Fonds Africain de Développement
- le Fonds d'Assistance Technique
- le Fonds Nordique de Développement
- la Contrepartie Sénégalaise.

### Plan de Financement :

Sources de Financement	Devises	Monnaie Locale	Total	% Total
FAD	5,77	4,23	10,00	54,0
FAT	0,58	1,17	1,75	9,0
FND	2,62	2,38	5,00	27,0
Gouvernement	0,00	1,85	1,85	10,0
Total	8,97	9,63	18,60	100
% du Total	48	52	100	

### Estimations du Coût du Projet

- En devises : 8,97 millions U.C
- En monnaie locale : 9,63 millions U.C

Total 18,60 millions U.C. environ 15 milliards FCFA avec une extension du prêt FND accordé en fin 2004 pour 2,5 millions d'UC

VII. ANNEXES .....	27
ANNEXE 1 : PROGRAMME D'ACTIVITES DETAILLEES 2005 .....	28
A. Composante I - Renforcement des capacités des bénéficiaires et partenaires.....	28
B. Composante 2 - Micro-finance et AGR.....	29
C. Composante III : Infrastructures, Equipements et Hydraulique .....	29
D. Composante IV - Gestion .....	30
ANNEXE 2 : LISTE DES TABLEAUX .....	32
ANNEXE 3 : QUELQUES ILLUSTRATIONS DES REALISATIONS.....	33

- d'une gérante de la régie d'avance ;
- d'un comptable ;
- d'un administrateur gestionnaire.

Le BGP dispose d'un personnel de soutien composé de trois (3) secrétaires, trois (3) chauffeurs et d'un responsable de la documentation et de la reprographie (pris en charge par la contrepartie). Il dispose aussi d'un gardien de jour et de deux gardiens de nuit recrutés par le biais d'une société de gardiennage. Le nettoyage des locaux est assuré par des agents mis à disposition par la société recrutée à cet effet.

Le BGP est aussi appuyé par un Comité National de Pilotage (CNP) pour l'orientation et la coordination des activités.

Au niveau régional, l'Unité de Gestion comprend :

- un coordonnateur de l'Unité ;
- un adjoint, assistant en développement à la base ;
- une secrétaire ;
- un chauffeur ;

Par le biais de la société de nettoyage et de la société de gardiennage, il est mis à la disposition de chaque URG, respectivement :

- un agent en charge de la propreté des locaux et
- un gardien de nuit devant veiller aux biens du Projet.

L'Unité Régionale de Gestion est chargée de coordonner et de superviser toutes les actions du projet dans la région. Elle est assistée dans ses tâches par un Comité Régional de Pilotage (CRP), des Comités Communaux de Pilotage (CCP) et des Comités Locaux de Pilotage (CLP). Les comités villageois et de quartiers ont été institués pour prendre en charge les réalisations du Projet en vue d'en assurer la pérennisation.

Il convient de noter que le personnel de direction du BGP a pris service en Juin 2000 et le personnel cadre de même qu'une partie du personnel de soutien, en Septembre 2000.

Il faut aussi signaler que l'arrêté portant création du BGP et des URG a été signé le 11 septembre 2000 et enregistré sous le numéro 8717.

### **III. ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DU PROJET :**

Le taux d'exécution global du projet, au 24 mai 2005, est d'environ 91% réparti par composante et catégorie de dépenses dans les tableaux suivants.

#### **III.1. Résumé de l'état d'exécution physique :**

Tableau 1 : Taux d'exécution physique par composante

<u>Composantes</u>	<u>Taux d'exécution actuelle</u> <u>(27 Mai 2005)</u>
Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires (24,4%)	93%
Micro finance et appui aux activités génératrices de revenus (22,6%)	89%
Infrastructures, Equipements et hydraulique villageoise (43,3%)	85%
Gestion du projet (9,7%)	95%
TOTAL POURCENTAGE (100%)	91%

Tableau 2 : Taux d'exécution physique par catégorie

<u>Catégories</u>	<u>Taux d'exécution actuelle</u> <u>(27 Mai 2005)</u>
BIENS :	
- Equipements/mobilier/fourniture (25,7%)	93%
TRAVAUX :	
- Construction/réhabilitation (20,7%)	88%
SERVICES (29%) :	
- Etudes et supervision (2,4%)	94%
- Services de spécialistes (8,3%)	95%
- Formation (18%)	90%
- Audit (0,3%)	80%
DIVERS :	
- Fonds de crédit (18,8%)	94%
FONCTIONNEMENT :	
- Fonctionnement (5,8%)	93%
TOTAL POURCENTAGE (100%)	91%

## Conditions de l'accord de prêt et de don

Toutes les cinq autres conditions de l'accord de prêt et du don ont été réalisées, à l'exception de la dernière condition relative au versement annuel, au plus tard le 31 mars, de la contrepartie nationale, qui s'exécute chaque année. Les contreparties des années 2001, 2002, 2003 et 2004 ont été décaissées avec des retards. Pour l'année 2004, les allocations de 70 000 000 FCFA (fonctionnement), et de 132 millions FCFA (fonds de crédit) ont été virées sur les comptes du projet ouverts au Trésor et à la CNCA les 3 mars et 27 avril 2004. Pour l'année 2005, la première allocation pour le fonctionnement d'un montant de 35 millions a été virée le 3 mars 2005. La décision de versement du fonds de crédit pour un montant de 175.350.000 FCFA introduite le 9 février est en instance de traitement.

### III.2. Résumé de l'exécution financière :

Au 27 mai 2005, le Projet a enregistré un taux de décaissement de 80% réparti comme suit par catégorie et par source de financement :

#### Décaissement global du Projet par catégorie :

*Tableau 3 : Situation des engagements et décaissements par catégorie*

<u>Catégories SAP</u>	<u>Catégories</u>	<u>Montants alloués en UC</u>	<u>Montants alloués en FCFA</u>	<u>Montants engagés en UC</u>	<u>Montants décaissés en UC</u>	<u>Montants décaissés en FCFA</u>	<u>% Décaissé</u>
TRAVAUX	Construct/Réhabilit	4 829 112	3 992 651 628	4 681 627	4 407 969	3 435 203 645	91%
BIENS	Eqpt/Mob/fournit	3 564 779	2 947 316 296	3 148 765	2 471 208	1 556 826 393	69%
SERVICES	Etudes/supervision, Services de spécialistes, Formation et Audit	5 775 392	4 775 024 916	4 250 000	3 880 683	3 728 186 470	67%
FONCTIONNEMENT	Fonctionnement	1 078 040	891 310 536	1 890 917	1 890 917	1 486 636 660	175%
FONDS DE CREDIT	Fonds de crédit	3 352 678	2 771 953 807	3 059 745	2 282 969	1 775 743 777	68%
	Total	18 600 001	15 378 257 183	17 031 054	14 933 746	11 982 596 945	80%



## Décaissement sur le prêt FAD et sur le don FAT

Conformément aux informations contenues dans le ledger de la Banque (avril 2005), le taux de décaissement sur le prêt FAD est de 76% et celui du don FAT de 69%. Le montant total des engagements et décaissements, à cette date est réparti comme suit :

*Tableau 4 : Situation des engagements et décaissements sur le prêt FAD*

<u>Catégories SAP</u>	<u>Catégories</u>	<u>Montants alloués en UC</u>	<u>Montants alloués en FCFA</u>	<u>Montants engagés en UC</u>	<u>Montants décaissés en UC</u>	<u>Montants décaissés en FCFA</u>	<u>% Décaissé</u>
TRAVAUX	Construct/Réhabilit	1 757 072	1 452 725 805	1 757 072	1 633 621	1 278 301 982	93%
BIENS	Eqpt/Mob/fournit	2 198 184	1 817 431 942	2 211 132	1 996 582	1 184 823 123	91%
SERVICES	Etudes/supervision, Services de spécialistes, Formation et Audit	3 468 367	2 867 604 328	2 350 450	2 145 682	1 623 497 997	62%
FONCTIONNEMENT	Fonctionnement	980 000	810 252 240	960 016	960 016	774 924 966	98%
FONDS DE CREDIT	Fonds de crédit	1 596 378	1 319 866 043	1 596 378	819 602	657 069 732	51%
	Total	10 000 000	8 267 880 358	8 875 048	7 555 503	5 518 617 800	76%

*Tableau 5 : Situation des engagements et décaissements sur le don FAT*

<u>Catégories SAP</u>	<u>Catégories</u>	<u>Montants alloués en UC</u>	<u>Montants alloués en FCFA</u>	<u>Montants engagés en UC</u>	<u>Montants décaissés en UC</u>	<u>Montants décaissés en FCFA</u>	<u>% Décaissé</u>
SERVICES	Services de spécialistes, Formation et Audit	1 750 000	1 446 879 000	1 342 525	1 199 523	1 465 979 838	69%

### Contrepartie nationale

Conformément à l'accord de prêt, le Gouvernement devrait mobiliser le 31 mars de chaque année, les fonds requis pour le financement des travaux (location des bureaux) et du volet crédit. Les fonds ont été décaissés à hauteur de 462 674 045 FCFA pour l'année 2001, 429 millions en 2002, 397 millions FCFA pour le fonds de crédit en 2003 et 202 millions FCFA pour l'exercice 2004, 175.350.000 FCFA pour le volet crédit sont en cours de mobilisation. Le Gouvernement participe également aux frais de fonctionnement, pour la prise en charge sociale des agents et la couverture d'une partie des dépenses en carburant, fournitures de bureau et formation des relais. Sa contribution globale est détaillée dans le tableau ci-dessous.

*Tableau 6 : Situation des engagements et décaissements sur la contribution du Gouvernement*

<u>Catégories SAP</u>	<u>Catégories</u>	<u>Montants alloués en UC</u>	<u>Montants alloués en FCFA</u>	<u>Montants engagés en UC</u>	<u>Montants décaissés en UC</u>	<u>Montants décaissés en FCFA</u>	<u>% Décaissé</u>
TRAVAUX	Construct/Réhabilit	93 700	77 470 036	39 655	39 655	30 314 000	39,13%
FONCTIONNEMENT	Fonctionnement		0	924 637	924 637	706 840 654	
FONDS DE CREDIT	Fonds de crédit	1 756 300	1 452 087764	1 463 367	1 463 367	1 118 674 045	77,04%
	Total	1 850 000	1 529 557800	2 427 659	2 427 659	1 855 828 699	121,33%

### Décaissement sur le prêt FND

Le premier décaissement sur le prêt FND a été effectué le 17 octobre 2002. Le montant total des décaissements est de 3.586.798 UC, soit un taux de décaissement de 72%. Le détail se trouve ci-dessous.

*Tableau 7 : Situation des engagements et décaissements sur le prêt FND*

<u>Catégories SAP</u>	<u>Catégories</u>	<u>Montants alloués en UC</u>	<u>Montants alloués en FCFA</u>	<u>Montants engagés en UC</u>	<u>Montants décaissés en UC</u>	<u>Montants décaissés en FCFA</u>	<u>% Décaissé</u>
TRAVAUX	Construct/Réhabilit	2 978 340	2 462 455 787	2 884 900	2 734 693	3 435 203 645	92%

BIENS	Eqpt/Mob/fournit	1 366 595	1 129 884 354	937 633	474 626	1 556 826 393	35%
SERVICES	Etudes/supervision, Services de spécialistes, Formation	557 025	460 541 588	557 025	535 478	638 708 635	96%
FONCTIONNEMENT	Fonctionnement	98 040	81 058 296	6 264	6 264	4 871 040	6%
	Total	5 000 000	4 133 940 025	4 292 241	3 751 061	3 142 170 608	75%

#### IV. ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET PAR COMPOSANTE :

L'état de réalisation physique du projet par composante est présenté dans les paragraphes qui suivent.

##### ***IV.1. Composante 1 : Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires***

Au titre de cette composante, le projet finance des activités d'alphabétisation, d'information et de sensibilisation, de formation thématique et technique, destinées au renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires institutionnels et d'exécution. Les activités prévues sont réparties en deux sous composantes : (i) activités de sensibilisation, alphabétisation et IEC ; (ii) renforcement des capacités des partenaires d'exécution.

##### ***Sous-composante Sensibilisation, Alphabétisation et IEC***

##### ***Volet Sensibilisation et IEC***

SERVICES - Services de spécialistes : Le cabinet OFBD MARKETING, maître d'ouvrage délégué du volet sensibilisation et IEC, a recruté et formé 140 relais en intermédiation sociale en vue de réaliser les activités de sensibilisation/IEC. Suite à leur évaluation interne intervenue début 2004, 126 relais ont été retenus, recyclés en mai 2004 et redéployés dans leurs communautés d'intervention respectives. Les activités se sont poursuivies de juillet à décembre 2004 avec comme supports les boîtes à images portant sur les rôles et responsabilités des comités de gestion et sur les thèmes de santé.

##### ***BIENS : Equipements, mobilier et fournitures***

Le cabinet OFBD MARKETING a réalisé les activités suivantes :

Pour la communication institutionnelle, 2000 plaquettes et 450 agendas sur l'état d'avancement du projet et les réalisations en cours ont été édités et diffusés auprès des institutions nationales et internationales, les partenaires d'exécution et institutionnels et les bénéficiaires.

Au niveau de la mobilisation sociale, 11650 affiches thématiques ont été éditées sur 7 thèmes que sont le schéma de financement, l'emprunt et le remboursement des crédits, l'assiduité dans les classes, la gestion des points d'eau, la gestion des équipements de post récolte, la gestion des infrastructures communautaires, le fonctionnement des comités de quartier ou villageois).

610 boîtes à images avec les slogans traduits dans les 6 langues nationales, ont été produits et remis aux relais comme supports de la deuxième phase de sensibilisation des bénéficiaires sur les rôles et responsabilités des comités de gestion des Caisses Locales d'Épargne et de Crédit (CLEC), des classes, des points d'eau, des équipements de post récolte, des infrastructures communautaires, et sur les thèmes de santé tels que le paludisme, l'excision, la santé maternelle et infantile, la prévention du SIDA.

L'exposition itinérante a été réalisée et est constituée d'images photographiques reflétant toute la genèse de la mise en œuvre du projet, de la phase de mise en place des mécanismes à la phase actuelle de réalisations des activités.

Deux reportages télévisés ont été réalisés sur le voyage d'études du conseil d'administration de la BAD à Dakar et de la visite par cette dernière des réalisations du projet à Dalifort département de Pikine le 27 janvier 2004 et sur la visite des réalisations du projet à Sangalkam, Malika, Wakhinane-Nimzatt par le Sous Secrétaire d'Etat américain au Trésor le 20 mars 2004. Deux publi-reportages télévisuels sur les réalisations du projet ont été effectués par la suite sur ces deux visites respectives et un autre publi-reportage en langues nationales « reeni koom-koom » (les racines de l'économie). Le cabinet a produit et diffusé des sketches radios en langues nationales sur les activités telles que le crédit, les infrastructures, l'alphabétisation.

Des activités de mobilisation sociale des bénéficiaires ont été menées en deux phases par les 140 relais en intermédiation sociale dans les 600 communautés de base sur les thèmes tels que la participation active au programme d'alphabétisation, la gestion et le remboursement des financements, la bonne gestion des infrastructures et ouvrages communautaires pour une pérennisation des investissements du projet avec comme supports les affiches sur les dits thèmes. Ces relais en intermédiation sociale sont composés de monitrices rurales, d'assistantes villageoises, de communicateurs traditionnels etc. L'évaluation interne de la première phase de sensibilisation a été réalisée par le cabinet OFBD. Ainsi 82 428 personnes sur 36.000 initialement prévues ont été sensibilisées dont 38 429 hommes et 44 399 femmes sur les différents thèmes. L'estimation du nombre de personnes sensibilisées est faite à partir de l'exploitation des fiches de suivi individuelle des relais et du contrôle de leur mission par les URG, le cabinet et la composante ; ces fiches reflètent les données relatives aux communautés de base affectées aux relais, au nombre de séances effectuées, à la période et au nombre de participants et sont visées par l'URG.

A l'issue de l'évaluation interne de la 1ère phase de sensibilisation, le cabinet OFBD a procédé à l'organisation des ateliers régionaux d'appropriation du contenu des boîtes à images par les relais destinés à la 2ème phase de sensibilisation. Chaque relais a reçu le lot de boîtes à images correspondant au nombre de communautés de base encadrées. Les 122 relais en intermédiation sociale recyclés ont conduit ainsi la 2ème phase de sensibilisation et le rapport a été transmis au BGP.

## Volet alphabétisation fonctionnelle

### SERVICES : Services de spécialistes

L'ONG SAFEFOD assure la maîtrise d'ouvrage délégué de l'alphabétisation ; et la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de Base (DAEB) le suivi et l'évaluation externe du programme d'alphabétisation. Conformément au plan d'action convenu entre les différentes parties, les responsables départementaux d'alphabétisation (RDA) assureront des missions trimestrielles de suivi ; tandis que les responsables régionaux d'alphabétisation (RRA) en effectueront deux par année. L'évaluation à mi-parcours a été bouclée au mois d'avril 2004 et l'évaluation finale prévue après la phase de consolidation relative à la prorogation sur l'année 2005. La mission recommande que ces activités soient mentionnées dans les rapports d'activités une fois réalisées.

Pour les deux cohortes d'apprenants, SAFEFOD a recruté et formé : 30 ONG opérateurs en alphabétisation ; 40 formateurs, 120 superviseurs, 1 200 facilitateurs, 2 400 relais formateurs chargés de la post-alphabétisation en vue de la pérennisation du programme. Les activités d'alphabétisation ont démarré pour les deux cohortes les 13 octobre 2003 et 26 janvier 2004. Avant le démarrage des activités d'alphabétisation, les opérateurs ont réalisé deux études de milieu qui ont abouti au choix des bénéficiaires des deux cohortes.

Conformément aux dispositions de la convention, le MOD alpha, la SAFEFOD a effectué : un contrôle de démarrage des 1200 classes de la 1ère et 2ème cohorte et a produit deux rapports exhaustifs avec des données statistiques sur l'ensemble des classes de la 1ère et 2ème cohorte ; deux évaluations internes à mi-parcours et finales des deux cohortes ont été réalisées par le MOD la SAFEFOD et sanctionnées par des rapports exhaustifs sur l'état de mise en œuvre du programme.

L'évaluation externe à mi-parcours du programme d'alphabétisation est déjà effectuée dans les cinq régions par la DALN ex DAEB dans le cadre de l'application du protocole d'accord et les rapports ont été transmis au BGP. L'évaluation finale externe sera réalisée à la fin du programme de consolidation, avant fin 2005.

Dans le cadre du suivi des activités du projet, la composante a participé à la mission de supervision générale dirigée par la Directrice du projet dans les cinq régions et en compagnie des différents partenaires d'exécution du projet. A cet effet, il a été donné l'occasion à la mission de constater un bon fonctionnement des classes dans les communautés de base visitées mais aussi des difficultés telles que l'absence de financement des apprenants et le retard de paiement des personnels de terrain. Au retour de la mission, tous les paiements attendus ont été effectués par le BGP et des dispositions préconisées pour que la priorité soit accordée aux apprenants dans le cadre du financement des AGR.

*Formation* : Les activités d'alphabétisation des deux cohortes ont démarré les 13 octobre 2003 et 26 janvier 2004, et sont suivies par le BGP, la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de Base (DAEB), les URG, IA et IDEN. L'état d'exécution du programme reflète la formation initiale et le recyclage de 40 formateurs, de 120 superviseurs, de 1200 facilitateurs, l'Alphabétisation de 35 428 personnes dont 29 644 femmes alphabétisées et 5784 hommes alphabétisés dans 1200 classes ouvertes et dotés de matériels didactiques et pédagogiques.

Sur la demande de la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales, un dossier de candidature bien documenté a été soumis à ladite direction. qui a proposé le PLCP comme un des candidats du Sénégal au prix international de l'alphabétisation 2005 de l'UNESCO. A cet effet, deux correspondances de la DALN ont été transmises au Projet aux dates du 1er avril et du 25 avril 2005 ; la première ayant comme objet la proposition de candidature et la seconde notifiant l'envoi du dossier de candidature du projet à l'UNESCO.

### BIENS : Equipements, mobilier et fournitures

Tout le matériel pédagogique et didactique d'alphabétisation destiné aux deux cohortes (1 200 tableaux et des fournitures pour les 36 000 bénéficiaires) ont été remis aux opérateurs. Les manuels d'alphabétisation au nombre de 144.000 destinés aux facilitateurs et bénéficiaires des deux cohortes pour les apprentissages fondamentaux ont été acquis et mis à disposition des classes. Quant aux 36.000 ouvrages de post-alphabétisation, suite à l'approbation du dossier d'acquisition par la BAD, les livraisons se poursuivent.

### Sous-composante : Renforcement des capacités des partenaires du projet

Conformément aux prévisions du rapport d'évaluation du Projet, il est prévu de procéder à des enquêtes en vue de mesurer l'évolution de la pauvreté dans les 5 régions d'intervention du Projet. Cette activité s'inscrit dans le cadre du suivi-évaluation de la pauvreté dans les zones couvertes par le projet, et la mise en place d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, par la Direction de la prévision et de la statistique (DPS/MEF) et un bureau d'études à recruter à cet effet. La première enquête a été réalisée au courant du premier trimestre de l'année 2002 et a permis de disposer d'une base de données sur la situation de référence des communautés de base et de la liste des zones d'intervention du Projet. Une autre mission sera réalisée par la Direction de la Prévision et de la Statistique, en rapport avec un bureau d'études.

### BIENS : Equipements, mobilier et fournitures

Les équipements (véhicules, matériels informatiques) destinés aux partenaires institutionnels ont été livrés le 08 mai 2002, il s'agit des Centres d'Expansion Rurale Polyvalents (CERP), la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS), la Cellule de suivi opérationnel des projets de lutte contre la pauvreté (CSOPLP), la Direction de la Stratégie du Développement Social (DSDS) et la Direction de Développement Communautaire (DDC). Le projet met également à la disposition de ces structures des fournitures de bureau et du carburant, chaque année, pour faciliter leur implication dans les activités planifiées par le projet. L'appui institutionnel des 30 ONG opérateurs en alphabétisation a permis à ces derniers d'acquérir, en septembre 2003, les équipements et matériels identifiés par le cabinet Max Consulting Group. Ces acquisitions ont permis aux opérateurs d'être très opérationnels sur le terrain surtout concernant le suivi des classes et la gestion administrative du programme.

### TRAVAUX : Construction

A la demande des populations, seize (16) caisses populaires d'épargne et de crédit (CAPEC) ont été intégrées dans les infrastructures communautaires en cours de construction. Ces CAPEC, équipés de matériels de bureaux, matériels informatiques, documents de gestion, seront essentielles dans le dispositif de pérennisation du système de financement.

## **IV.2. Composante II : Microfinance et Activités Génératrices de Revenus (AGR)**

Au titre de cette composante, le projet va financer, en fonction de la demande, des activités destinées à augmenter les revenus des bénéficiaires, par l'offre de services de proximité adaptés en matière de microfinance.

### BIENS : Equipements, mobilier et fournitures

Tout le matériel pédagogique et didactique d'alphabétisation destiné aux deux cohortes (1 200 tableaux et des fournitures pour les 36 000 bénéficiaires) ont été remis aux opérateurs. Les manuels d'alphabétisation au nombre de 144.000 destinés aux facilitateurs et bénéficiaires des deux cohortes pour les apprentissages fondamentaux ont été acquis et mis à disposition des classes. Quant aux 36.000 ouvrages de post-alphabétisation, suite à l'approbation du dossier d'acquisition par la BAD, les livraisons se poursuivent.

### Sous-composante : Renforcement des capacités des partenaires du projet

Conformément aux prévisions du rapport d'évaluation du Projet, il est prévu de procéder à des enquêtes en vue de mesurer l'évolution de la pauvreté dans les 5 régions d'intervention du Projet. Cette activité s'inscrit dans le cadre du suivi-évaluation de la pauvreté dans les zones couvertes par le projet, et la mise en place d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, par la Direction de la prévision et de la statistique (DPS/MEF) et un bureau d'études à recruter à cet effet. La première enquête a été réalisée au courant du premier trimestre de l'année 2002 et a permis de disposer d'une base de données sur la situation de référence des communautés de base et de la liste des zones d'intervention du Projet. Une autre mission sera réalisée par la Direction de la Prévision et de la Statistique, en rapport avec un bureau d'études.

### BIENS : Equipements, mobilier et fournitures

Les équipements (véhicules, matériels informatiques) destinés aux partenaires institutionnels ont été livrés le 08 mai 2002, il s'agit des Centres d'Expansion Rurale Polyvalents (CERP), la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS), la Cellule de suivi opérationnel des projets de lutte contre la pauvreté (CSOPLP), la Direction de la Stratégie du Développement Social (DSDS) et la Direction de Développement Communautaire (DDC). Le projet met également à la disposition de ces structures des fournitures de bureau et du carburant, chaque année, pour faciliter leur implication dans les activités planifiées par le projet. L'appui institutionnel des 30 ONG opérateurs en alphabétisation a permis à ces derniers d'acquérir, en septembre 2003, les équipements et matériels identifiés par le cabinet Max Consulting Group. Ces acquisitions ont permis aux opérateurs d'être très opérationnels sur le terrain surtout concernant le suivi des classes et la gestion administrative du programme.

### TRAVAUX : Construction

A la demande des populations, seize (16) caisses populaires d'épargne et de crédit (CAPEC) ont été intégrées dans les infrastructures communautaires en cours de construction. Ces CAPEC, équipés de matériels de bureaux, matériels informatiques, documents de gestion, seront essentielles dans le dispositif de pérennisation du système de financement.

## **IV.2. Composante II : Microfinance et Activités Génératrices de Revenus (AGR)**

Au titre de cette composante, le projet va financer, en fonction de la demande, des activités destinées à augmenter les revenus des bénéficiaires, par l'offre de services de proximité adaptés en matière de microfinance.

### SERVICES : Etudes et supervision

L'étude sur les créneaux porteurs et le diagnostic des structures de caisses de base ont été réalisés en juin 2002. Les deux bureaux d'études chargés du renforcement des capacités des partenaires d'exécution du projet ont exécuté trois sessions de formation en genre et méthodes participatives, en gestion de projets et gestion financière et comptable des SFD en direction de 258 personnes composées de responsables et agents des services techniques régionaux, ONG et SFD.

Les quatorze 14 ONG recrutées pour l'encadrement technique des bénéficiaires ont élaboré plus de 30 000 requêtes de financement et assuré la formation des bénéficiaires de la composante. Au sortir de ces formations, les bénéficiaires ont amélioré leurs capacités techniques et managériales pour gérer efficacement leurs structures et activités. La rémunération des ONG qui représentait 5% du montant des projets élaborés et financés par les SFD, a été jugée insuffisante. En accord avec les ONG, le bureau de projet a soumis à la Banque : i) le relèvement du taux de rémunération de 5% à 15 % ; ii) une dotation forfaitaire en carburant modulée eu égard aux distances parcourues par les ONG. La Banque a donné son avis de non-objection pour le relèvement de la rémunération à 6% et la dotation en carburant dont les montants lui ont été soumis pour avis. Les ONG ont encore trouvé faible le relèvement accordé par la Banque ; néanmoins elles ont poursuivi leurs prestations jusqu'au 31 décembre 2004 sur cette base. Pour les prestations qui se sont déroulées durant l'année 2005, le Projet a négocié et obtenu de la BAD, qu'en plus de leur rémunération et la dotation en carburant, les ONG percevront, pour la consolidation des acquis et la mise en place des CAPEC, une somme forfaitaire basée sur le nombre de communautés de base à encadrer. Par ailleurs, il convient de préciser que suite au désistement de l'ONG AFRICARE, pour l'encadrement technique des populations des départements de Bakel et Tamba, le Projet a proposé à la BAD son remplacement, par l'ONG ANMFR qui intervient déjà pour le compte du projet dans le département de Mbour.

La gestion du volet micro crédit confiée, initialement aux trois structures financières décentralisées identifiées dans le rapport d'évaluation (CMS, PAMECAS et ACEP), a été élargie à six autres SFD (ONG et mutuelles) complémentaires recrutés par le Projet sur proposition de la Cellule AT/CPEC. Les prestations de ces neuf intermédiaires financiers s'étant achevées en juin 2004, de nouvelles conventions ont été passées avec CMS et ACEP (la convention avec PAMECAS étant résiliée, après l'avis de non objection de la BAD) pour la durée restante du projet ; et sur recommandation de la BAD, un appel à la concurrence a été lancé pour le recrutement de SFD complémentaires pour atteindre le maximum de bénéficiaires. Aussi les dossiers de 11 nouvelles SFD ont-ils été approuvés par la BAD, le 5 Novembre 2004, pour la poursuite des activités jusqu'à la fin du Projet.

### DIVERS : Fonds de crédit

Sur l'enveloppe de 2.580 000 000 FCFA, le Projet a pu mobiliser 1 773 569 095 FCFA répartis comme suit : la contrepartie pour un montant total de 1 118 674 045 FCFA et le FAD, 654 895 970 FCFA. Le reliquat s'élève à 807 600 950 FCFA dont 632 600 950 FCA du fonds FAD. Pour sa mobilisation, une demande de décaissement a été soumise en date du 11 avril 2005 à la BAD. Pour l'ensemble des conventions qui sont arrivées à expiration en fin juin 2004, il a été demandé aux SFD, de reverser les montants recouverts dans le compte du Projet ; à ce jour, un versement de 484 152 618 FCFA a été déjà enregistré. Un total de 516 caisses locales d'épargne et de crédit (CLEC) ont été mises en place dans les villages et quartiers ciblés ; elles sont constituées d'un conseil d'administration, d'un comité de crédit, d'un comité de



surveillance et de contrôle, et d'un gérant. Les CLEC sont alimentées par les SFD et accordent des crédits à leurs membres de la première catégorie (crédit maximum de 25.000 FCFA).

Au niveau des cases foyer construites par le Projet, il a été implanté 16 Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit (CAPEC) qui doivent polariser l'ensemble des CLEC environnantes et fonctionner comme des SFD. Pour les zones non couvertes par ces cases foyer, les populations se chargeront de trouver un local pour abriter les CAPEC qui y seront érigées. L'objectif de la mise en place de ces structures (CLEC et CAPEC) est de faciliter l'accès au crédit des populations ciblées vivant dans des zones enclavées, tant sur le plan de la proximité que sur le plan de l'assouplissement des conditions d'octroi. Le dispositif de financement, incluant les CLEC et les CAPEC, a été présenté et discuté avec l'expert en Micro finance de la BAD, lors de la mission du Projet à la BAD en Janvier 2005. A ce propos, sur recommandation de la BAD, les termes de référence relatifs à l'étude sur la pérennisation dudit dispositif ont été transmis pour approbation à la BAD.

Au 30 avril 2005, les SFD ont pu touché 514 communautés de base sur les 600 prévues, financé 24 306 projets dont (346 CLEC) pour un volume global de crédit de 1 882 432 055 FCFA. Les activités financées recouvrent les principaux secteurs suivants : petit commerce, embouche, artisanat, restauration, transformation de produits locaux, agriculture (maraîchage). Pour le remboursement, une bonne partie de ces fonds est arrivée à échéance soit 1.632.707.055 FCFA et 96% des fonds échus y compris les CLEC ont été recouverts pour un montant de 1.567.398.773 FCFA et recyclés dans le financement de nouveaux projets ; le taux de remboursement pour les CLEC est à 98%. Il convient, cependant de souligner que pour des Activités Génératrices de revenus de petits montants, le taux de remboursement est plus élevé dans les secteurs à cycle de production très court où le capital est très vite reconstitué comme le petit commerce, la restauration. Le recouvrement des fonds est souvent plus difficile dans des activités comme l'embouche et le maraîchage.

La nature des activités financées, par secteur, se décline comme suit : petit commerce : 50% ; embouche:15% ; maraîchage : 15% ; teinture : 10% ; restauration : 3% ; transformation de produits locaux : 2%.

#### BIENS : Equipements, mobilier et fournitures

La livraison du matériel constitué de 600 coffres, mobiliers et documents de gestion, débutée depuis décembre 2003, s'est achevée.

### **IV.3. Composante III : Infrastructures, Equipements et Hydraulique**

Le projet financera, au titre de cette composante, des activités qui contribueront à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et les conditions de travail des groupes cibles. Les activités prévues sont réparties en trois sous-composantes : (i) Infrastructures et équipements socio-communautaires ; (ii) Hydraulique villageoise ; (iii) Cases foyers et garderies socio-éducatives.

#### **Sous-composante : Infrastructures et équipements socio-communautaires (cases foyers et garderies socio-éducatives)**

##### **SERVICES : Services de spécialistes**

Dans le cadre de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée signée avec l'AGETIP le 20 août 2001, les études techniques et architecturales afférentes aux infrastructures socio communautaires ont été exécutées et le suivi des travaux de construction est à terme. Dans le cadre de sa convention, l'AGETIP avait recruté un bureau pour les études architecturales et techniques, trois bureaux pour le suivi et la supervision des travaux de réalisation des infrastructures communautaires et un autre pour l'élaboration des maquettes. A la demande du bureau de projet, la Banque a approuvé le 3 juin 2004 des avenants aux contrats respectifs des maîtres d'œuvre, pour un montant total de 99 148 010 F CFA, compte tenu des travaux complémentaires qui étaient nécessaires au bon fonctionnement des infrastructures.

##### **TRAVAUX : Construction**

Le programme de construction comprenait : 16 cases foyers, 14 cases des tout petits, 14 cases de santé à réaliser sur 36 sites. Pour la réalisation de ces travaux, l'AGETIP avait recruté 8 entreprises adjudicataires de 9 lots. Les chantiers ont démarré entre août, septembre et octobre 2003 avec des délais d'exécution variant de six à huit mois. Des travaux supplémentaires destinés à améliorer le fonctionnement des infrastructures, ont été approuvés par la Banque début juin 2004, pour un montant global de 110 921 908 F CFA. Il convient de noter la participation active des populations dans le suivi hebdomadaire des chantiers. La main d'œuvre locale a été mise à contribution dans l'exécution des travaux. L'ensemble des travaux, y compris les travaux supplémentaires ont été entièrement réalisés et les réceptions provisoires prononcées pour la quasi-totalité des ouvrages, à l'exception de Fongolimbi et Salémata. Cependant, il y a lieu de noter que des réserves ont été émises pour certaines infrastructures notamment celles de Kédougou, Diaroumé et Kounkané. En date du 23 mai 2005, la mission accompagnée de la Directrice du Projet a rencontré l'AGETIP. Il a été évoqué les remarques constatées sur les différents sites et des propositions de solutions ont été formulées.

**Tableau 8 : Observations formulées et solutions préconisées pour l'amélioration des infrastructures**

Observations	Propositions de solution
Raccordement Eau - Electricité surtout dans les Cases - Santé	<p>Faire un récapitulatif de l'ensemble des sites non raccordés et le soumettre au BGP.</p> <p>Le projet suggère que le raccordement en eau soit fait sur le forage ou sur le point d'eau le plus proche du site avec la participation de la communauté rurale ou du village abritant le site.</p> <p>Concernant l'électricité, le projet prévoit de mettre à disposition sur certains sites (priorité aux cases foyer) des Groupes électrogènes et pour les autres sites (cases de santé) de trouver un financement auprès de l'Etat pour l'installation de panneaux solaires.</p>
Evacuation des eaux de teinture par rapport à l'environnement (nappe)	Une étude sera faite par l'Agetip sur la mise en place d'un système d'évacuation d'eau agressive.
Absence d'espace vert sur certains sites	Le volet Espace vert reste du ressort des comités de gestion de chaque site, toutefois l'Agetip, le Bureau de Gestion du Projet et les populations de chaque site se concerteront pour établir un programme de reboisement pour les sites.
Accessibilité au bâtiment (handicapés)	Initialement les handicapés ne constituaient pas une cible prioritaire pour le projet. Par la suite, afin de les intégrer au projet, des aménagements importants ont été apportés. C'est ainsi que les rampes et des allées pour handicapés ont été réalisées. Toutefois cette prise en compte reste à être améliorée en en vue d'assurer une meilleure accessibilité des handicapés à l'ensemble de l'infrastructure,, en aménageant des passages de circulation pour handicapés entre les différents bâtiments d'un même site et en prévoyant des toilettes pour handicapés.

**Tableau 8 : Observations formulées et solutions préconisées pour l'amélioration des infrastructures**

Observations	Propositions de solution
Raccordement Eau - Electricité surtout dans les Cases - Santé	<p>Faire un récapitulatif de l'ensemble des sites non raccordés et le soumettre au BGP.</p> <p>Le projet suggère que le raccordement en eau soit fait sur le forage ou sur le point d'eau le plus proche du site avec la participation de la communauté rurale ou du village abritant le site.</p> <p>Concernant l'électricité, le projet prévoit de mettre à disposition sur certains sites (priorité aux cases foyer) des Groupes électrogènes et pour les autres sites (cases de santé) de trouver un financement auprès de l'Etat pour l'installation de panneaux solaires.</p>
Evacuation des eaux de teinture par rapport à l'environnement (nappe)	Une étude sera faite par l'Agetip sur la mise en place d'un système d'évacuation d'eau agressive.
Absence d'espace vert sur certains sites	Le volet Espace vert reste du ressort des comités de gestion de chaque site, toutefois l'Agetip, le Bureau de Gestion du Projet et les populations de chaque site se concerteront pour établir un programme de reboisement pour les sites.
Accessibilité au bâtiment (handicapés)	Initialement les handicapés ne constituaient pas une cible prioritaire pour le projet. Par la suite, afin de les intégrer au projet, des aménagements importants ont été apportés. C'est ainsi que les rampes et des allées pour handicapés ont été réalisées. Toutefois cette prise en compte reste à être améliorée en en vue d'assurer une meilleure accessibilité des handicapés à l'ensemble de l'infrastructure,, en aménageant des passages de circulation pour handicapés entre les différents bâtiments d'un même site et en prévoyant des toilettes pour handicapés.

Remblai cour Case des Tout-Petit	L'Agétip s'engage à remblayer la cour de l'ensemble des sites qui présentent une hauteur importante pour les enfants, entre autres (Wakhinane - Nimzath, Diaroumé, Saré Alkaly et Kounkané).
Présence de « Agétip » sur le logo PLCP	La BAD attire l'attention sur la présence de « Agétip » sur le logo PLCP. Elle suggère son remplacement par « Gouvernement du Sénégal ». Toutefois, il y a lieu de noter que le coût relatif à la réalisation des logos pour les 36 sites, initialement non prévu, a été intégralement pris en charge par l'AGETIP.

### BIENS : Equipements, mobilier et fournitures

Deux marchés ont été passés pour la livraison des équipements socio communautaires d'allègement des tâches, avec des délais de livraison de trois mois. Les marchés suivants ont été signés et approuvés par la CNCA le 14 mai 2004 :

- AFCO, pour l'installation de 336 broyeurs à céréales, 18 décortiqueuses à mil, 12 batteuses à mil, 12 décortiqueuses à fonio et des lots de pièces de rechange connexes, d'un montant total de 326 526 000 FCFA HT/HD,
- SISMAR, pour la fourniture de 120 charrettes asines et 96 charrettes équines, pour un montant HT/HD de 41 779 200 F CFA.

L'ensemble des équipements prévus au titre de ces deux marchés ont été livrés.

Pour les équipements destinés aux cases des tout petits et cases de santé, la consultation a été lancée le 04 juin 2004 et l'ouverture des plis est fixée au 05 juillet 2004. Suite à l'approbation de la Banque, quatre contrats ont été signés avec les fournisseurs :

- AFCO, pour la fourniture de cinq groupes électrogènes, pour un montant de 7 961 000 F CFA
- Buhan Teisseire, pour la fourniture de matériels informatiques pour un montant de 136 918 351 F CFA
- C.C.B.M, pour la fourniture de mobiliers divers, pour 165 427 164 F CFA
- Papeterie Inter, pour la livraison d'articles divers, pour 150 000 000 F CFA

En ce qui concerne le matériel pédagogique et le mobilier destinés aux cases des tout petits, le Projet attend toujours les avis de non objection de la Banque pour d'une part, signer une entente directe avec la société NATHAN détentrice des Copyrights sur le matériel pédagogique, d'autre part, relancer la consultation sur le mobilier. Pour ce dossier, le dossier d'appel d'offres et la liste restreinte ont été déjà transmis à la Banque pour avis.

### SERVICES : Formation

La formation destinée aux opérateurs pour l'entretien et la maintenance des équipements post-récolte a été réalisée par les fournisseurs au moment de la mise en place desdits équipements. Pour la formation des 378 comités de gestion, par les agents des CERP, le Projet attend toujours l'avis de non objection de la Banque sur la requête qui lui a été soumise à cet effet.

La formation des agents des cases de santé (agent communautaire de santé et matrone) et celle destinée aux animateurs polyvalents (des cases des tout petits) démarreront également dès que la BAD aura donné sa non objection sur la requête relative au programme de formation. Ces formations se feront en collaboration avec les services de la santé et des services en charge de la petite Enfance. Pour les auxiliaires de santé et les matrones, les médecins chefs de région médicale ont déjà été saisis dans ce sens et pour la case des tout petit une journée d'échanges a été organisée en octobre 2004 avec tous les acteurs de la petite Enfance et les relais IEC du projet.

### Sous-composante : Hydraulique villageoise

#### SERVICES : Etudes et supervision

Le Groupement de bureaux d'études nordique et sénégalais COWI - AISB a réalisé toutes les études et leur mission de supervision se poursuit convenablement sans difficulté. Deux bureaux de contrôle des travaux ont été recrutés, et leurs prestations ont été menées à terme.

Au titre de cette sous composante, deux types de formations sont envisagés pour garantir la pérennisation des investissements. La première s'adresse aux personnes préposées à l'entretien des pompes et est actuellement en cours. La seconde formation destinée aux comités de gestion des points d'eau, sera réalisée par les agents des CERP dès qu'on aura reçu l'avis de non objection de la BAD sur le dossier des formations des comités de gestion.

#### TRAVAUX : Construction

Deux entreprises ont été recrutées et les travaux ont démarré le 26 novembre 2003 avec des délais d'exécution de onze (11) mois, il s'agit de :

- Le Consortium d'Entreprises CDE, pour la réalisation de 120 puits hydrauliques d'un montant HT/HD de 1 678 936 999 FCFA.
- La Sénégalaise de Voirie, de Travaux publics et de Génie civil SVTP/GC, pour la réalisation de 60 mini réseaux d'eau potable et 120 latrines d'un montant HTHD de 706.263.900 F CFA. Les travaux confiés à SVTP/GC sont réalisés à 100% et ceux relatifs aux puits sont toujours en cours, le taux de réalisation est autour de 85%.

Un avenant au contrat de CDE a été signé après avis du FND, pour modifier 37 des 120 puits initialement prévus en mini forages.

#### BIENS : Equipements, Mobilier et Fournitures

Deux fournisseurs ont été recrutés pour la livraison des équipements suivants :

- DANSKSOLERNERGI, pour la fourniture et l'installation de 37 électropompes solaires, 35 électropompes thermiques et un lot de pièces de rechange, d'un montant HT/HD de 640 321 871 FCFA ; l'installation des pompes est en cours sur les ouvrages hydrauliques terminés.
- MEERA AND CEIKO, pour la fourniture et l'installation de 120 pompes manuelles et un lot de pièces de rechange d'un montant de 92 739 857 FCFA HT/HD ; Les pompes manuelles sont arrivées à Dakar depuis le 4 mars 2005 et les formalités douanières sont en cours. En effet, la procédure d'acquiescement des droits de douane n'est pas à son terme au niveau de la Direction de la Dette et de l'Investissement, entraînant un retard d'au moins deux mois dans la réalisation de ce marché.

Une extension du Prêt FND d'un montant de deux milliards F CFA a été signée entre l'Etat sénégalais et le Fonds nordique. Ce programme additionnel sera exécuté jusqu'en décembre 2006, conformément au terme de l'accord amendé. Ce programme complémentaire a déjà démarré avec le lancement des consultations en vue de la sélection des Entreprises, fournisseurs de pompes et Bureaux de contrôle des travaux. Les résultats des évaluations des soumissions respectives ont été soumis au FND le 11 mai 2005 et approuvés le 20 mai 2005. Il s'agit :

- de la construction de 62 puits, par l'entreprise SVTP / G.C. pour un montant de 484 578 800 F CFA HTHD (611 675 500 F CFA TTC) ;
- de la construction de 31 réseaux et 62 latrines, par l'entreprise GENITE pour un montant de 258 410 000 F CFA HTHD (304 923 800 F CFA TTC) ;
- de la construction de 16 électropompes thermiques et 15 électropompes solaires, par l'entreprise Dansk Solenergi pour un montant de HT HD 526 919,81 Euro ;
- du contrôle des travaux par le bureau Hydroconsult International pour les montants respectifs de 25 600 000 F CFA HTVA (30 208 000 F CFA TTC) pour lot 1 et de 28.150 000 F CFA HTVA (33 217 000 F CFA TTC) pour lot 2.

#### **IV.4. Composante IV : Gestion du projet**

##### **A. Suivi des activités de la composante Gestion :**

###### **TRAVAUX : Construction / Réhabilitation**

Le bureau de gestion du projet (BGP) à Dakar et les unités régionales de gestion du projet (URG) de Kolda et Tambacounda occupent des bâtiments réhabilités par l'intermédiaire de l'AGETIP en 2001. La contrepartie en supporte des charges locatives ; tandis que les URG de Thiès et Diourbel occupent des bâtiments de l'Etat. Les travaux d'installation du réseau informatique par le fournisseur ATI sont achevés en février 2003. La mise à niveau du personnel au nouvel environnement informatique s'est achevée durant le dernier trimestre 2003.

###### **BIENS : Equipement, Mobilier et fournitures**

L'acquisition des équipements du bureau de projet a été faite auprès de IAPSO et livrés en mars et juin 2002. Ces équipements sont composés de : matériels informatiques (23 ordinateurs, 20 imprimantes et 12 onduleurs), 11 véhicules, 20 motos Yamaha, 38 matériels de reprographie et de froid. Le mobilier du BGP et des URG, composé de bureaux, chaises visiteurs, fauteuils et d'armoires métalliques a été livré le 30 septembre 2002.

#### SERVICES : Services de spécialistes

Le manuel des opérations et des procédures administratives et financières a été élaboré par un consultant individuel en septembre 2002, et soumis à la Banque. Un système informatisé de gestion comptable et financière a été mis en place en décembre 2003. La saisie des données pour les exercices 2001 et 2002 a été réalisée en janvier et février 2004, et l'exercice 2003 en mai 2004. La formation à l'utilisation du logiciel a été entamée avec la comptable et se poursuivra en juillet 2004 pour le reste de la Direction. Le recrutement d'un consultant individuel a été lancé le 9 juin 2004 pour faire l'état d'exécution des activités et procéder à l'évaluation d'étape des résultats du projet. Le rapport final a été transmis à la Banque en date du 13 mai 2005.

Le personnel d'encadrement du projet a également pris fonction depuis septembre 2000, il s'agit de la Directrice, de 4 responsables de composante, de 5 coordonnateurs(trices), de 5 assistants(tes), un administrateur gestionnaire et de la comptable. Ces deux derniers ont pris service en mars 2002. Le spécialiste en passation des marchés, recruté en avril 2002 et remercié pour non-respect des termes de son contrat, n'a pas été remplacé.

#### FONCTIONNEMENT

Le personnel d'appui (8 secrétaires et 8 chauffeurs) est recruté. Les performances du personnel sont jugées satisfaisants par la Directrice du projet. La société de gardiennage ADSAT assure la surveillance des locaux du BGP et des URG depuis août 2002, tandis que la société Kolere Distribution est chargée du nettoyage des locaux du BGP et des URG depuis décembre 2001.

### **B. Gestion et coordination du Projet**

#### Coordination des activités du Projet

Le BGP tient des réunions de coordination hebdomadaires et semestrielles élargies aux URG et aux chefs de centre d'expansion rurale polyvalents (CERP, structures déconcentrées les plus proches des populations), dont la dernière date de février 2005. Des réunions sectorielles sont également tenues avec les différents experts. Les comités de pilotage ont été mis en place à tous les niveaux (village/quartier, commune/arrondissement, régional, national). Au total, il existe 21 comités, dont 11 locaux, 6 communaux, 3 régionaux et 1 national. Les URG et les comités villageois assurent le suivi des activités et participent aux réunions hebdomadaires des chantiers.



L'acquisition des équipements du bureau de projet a été faite auprès de IAPSO et livrés en mars et juin 2002. Ces équipements sont composés de : matériels informatiques (23 ordinateurs, 20 imprimantes et 12 onduleurs), 11 véhicules, 20 motos Yamaha, 38 matériels de reprographie et de froid. Le mobilier du BGP et des URG, composé de bureaux, chaises visiteurs, fauteuils et d'armoires métalliques a été livré le 30 septembre 2002.

#### SERVICES : Services de spécialistes

Le manuel des opérations et des procédures administratives et financières a été élaboré par un consultant individuel en septembre 2002, et soumis à la Banque. Un système informatisé de gestion comptable et financière a été mis en place en décembre 2003. La saisie des données pour les exercices 2001 et 2002 a été réalisée en janvier et février 2004, et l'exercice 2003 en mai 2004. La formation à l'utilisation du logiciel a été entamée avec la comptable et se poursuivra en juillet 2004 pour le reste de la Direction. Le recrutement d'un consultant individuel a été lancé le 9 juin 2004 pour faire l'état d'exécution des activités et procéder à l'évaluation d'étape des résultats du projet. Le rapport final a été transmis à la Banque en date du 13 mai 2005.

Le personnel d'encadrement du projet a également pris fonction depuis septembre 2000, il s'agit de la Directrice, de 4 responsables de composante, de 5 coordonnateurs(trices), de 5 assistants(tes), un administrateur gestionnaire et de la comptable. Ces deux derniers ont pris service en mars 2002. Le spécialiste en passation des marchés, recruté en avril 2002 et remercié pour non-respect des termes de son contrat, n'a pas été remplacé.

#### FONCTIONNEMENT

Le personnel d'appui (8 secrétaires et 8 chauffeurs) est recruté. Les performances du personnel sont jugées satisfaisants par la Directrice du projet. La société de gardiennage ADSAT assure la surveillance des locaux du BGP et des URG depuis août 2002, tandis que la société Kolere Distribution est chargée du nettoyage des locaux du BGP et des URG depuis décembre 2001.

### **B. Gestion et coordination du Projet**

#### Coordination des activités du Projet

Le BGP tient des réunions de coordination hebdomadaires et semestrielles élargies aux URG et aux chefs de centre d'expansion rurale polyvalents (CERP, structures déconcentrées les plus proches des populations), dont la dernière date de février 2005. Des réunions sectorielles sont également tenues avec les différents experts. Les comités de pilotage ont été mis en place à tous les niveaux (village/quartier, commune/arrondissement, régional, national). Au total, il existe 21 comités, dont 11 locaux, 6 communaux, 3 régionaux et 1 national. Les URG et les comités villageois assurent le suivi des activités et participent aux réunions hebdomadaires des chantiers.

## V. DIFFICULTES RENCONTREES

Les principaux problèmes discutés durant la mission et qui pourraient entraver l'atteinte des objectifs du projet sont présentés ci-après :

- L'avis de non objection de la BAD sur l'avenant au contrat de la SAFEFOD est toujours attendu pour le redémarrage de la phase de consolidation des acquis du programme initialement prévu au mois de janvier 2005 ; l'hivernage risque d'être encore un obstacle à la bonne conduite des activités planifiées ;
- Le non - respect des clauses des conventions signées avec les SFD :

- le respect des conditions d'octroi ;

- le dépôt des rapports d'activités ;

- le reversement des fonds à l'expiration des conventions ;

- la réticence à financer les CLEC ;

- Le règlement tardif des droits de douane au titre du marché relatif à la livraison des pompes manuelles ;

- Le retard dans la mobilisation du reliquat du fonds de crédit auprès de la BAD ;

- Le défaut d'éclairage des cases de santé localisées dans des sites où le réseau électrique n'est pas encore disponible ;

- Au vu du retard accusé dans la réalisation du programme de consolidation 2005, une deuxième prorogation risquerait d'annihiler les résultats probants déjà enregistrés par le Projet ;

- Le retard accusé par la Banque dans le traitement des dossiers soumis par le Projet. Le tableau suivant résume ces dossiers :

Tableau 9 : Situation des dossiers en instance à la BAD

Observations	Nature du dossier	Date de transmission
	Programme d'accompagnement des infrastructures et équipements : formation des comités de gestion et des auxiliaires de santé.	5 septembre 2004
	Recrutement de l'ONG ANMFR pour l'encadrement des populations des	12 janvier 2005
	Ce dossier a fait l'objet d'échanges avec la Banque lors de la mission du Projet à Tunis. Une autre lettre de clarifications a été introduite en date du 12 janvier 2005.	

	départements de Bakel et Tamba	
12 janvier 2005	Requête pour l'acquisition par entente directe avec la société NATHAN du matériel pédagogique et des 50 livres d'enfants et pour la relance partielle des autres fournitures des cases des tout petits	
20 janvier 2005	Relance de l'appel à la concurrence d'une partie du lot 1 des équipements concernant les cases des tout -petits (DAO et liste restreinte)	
2 février 2005	Demande de paiement en faveur de l'AGETIP n°02/05	

## VI. PERSPECTIVES :

### VI.1. *Synthèse du Programme d'activités 2004*

#### A. Composante I - Renforcement des capacités des bénéficiaires et partenaires

- Consolidation du programme d'alphabétisation avec le MOD actuel
- Mise en place des 600 bibliothèques
- Evaluation interne finale de la 2ème cohorte
- Evaluation externe finale du programme d'alphabétisation
- Publi-reportage sur l'état d'exécution du Projet
- Réalisation du film documentaire sur le projet
- Réalisation des fora d'échanges entre les CB bénéficiaires
- Réalisation de la brochure sur le bilan du projet

#### B. Composante 2 - Micro-finance et AGR

- Mise en oeuvre des nouvelles conventions avec 14 SFD pour la finalisation du volet crédit
- Mise à disposition du reliquat sur le fonds de crédit aux bénéficiaires par les 14 SFD

- Formations complémentaires pour les bénéficiaires
- Coordination et supervision des activités des partenaires par les URG au niveau régional et par la composante
- Suivi des activités menées par les CLEC
- Poursuite du processus de réseautage des CLEC et CAPEC
- Evaluation finale des activités de financement et d'AGR par la cellule AT/CPEC

### C. Composante III : Infrastructures, Equipements et Hydraulique

- Finalisation des installations des équipements pour les infrastructures socio-communautaires
- Finalisation des acquisitions, réception et installation des équipements destinés aux cases des tout-petits ;
- Poursuite des inaugurations des infrastructures socio-communautaires équipées et des équipements d'allègement des travaux post-récolte
- Formation des comités de gestion et maintenanciers sur site
- Formation des agents des cases de santé (agent communautaire de santé et matrone) et celle destinée aux animateurs polyvalents des cases des tout petits aux Personnels de l'Agence nationale de la Case des tout-petits.

### D. Composante IV - Gestion

- Enquêtes de suivi de l'évolution des indicateurs de pauvreté dans les zones ciblées
- Finalisation de l'audit des comptes pour l'exercice 2004
- Evaluation finale des activités du Projet
- Réunions des comités de pilotage et cadres de concertation
- Coordination, suivi et supervision des activités du Projet
- Rapport d'achèvement du Projet.

## VI.2. BUDGET PREVISIONNEL 2005

Le budget prévisionnel par composante et par catégorie de dépenses s'établit comme suit :

Tableau 10 : Budget prévisionnel par catégorie et par composante :

CATEGORIES	RENFORCEMENT DES CAPACITES	MICROFINANCE	INFRASTRUCTURES, EQUIPEMENT, HYDRAULIQUE	GESTION	BUDGET 2005
C - EQUIPEMENTS	20 000 000	45 129 750	596 166 613		661 296 363
D - SERVICES DE SPECIALISTES	185 840 000	115 718 557		137 480 000	439 038 557
E - FORMATION	463 800 000		294 768 500		758 568 500
F - FONDS DE CREDIT		632 750 950			632 750 950
G FONCTIONNEMENT	119 632 149			225 376 000	345 008 149
H - AUDIT				25 390 000	25 390 000
<b>TOTAL</b>	<b>789 272 149</b>	<b>793 599 257</b>	<b>890 935 113</b>	<b>362 856 000</b>	<b>2 836 662 519</b>

## VII. ANNEXES

- ILLUSTRATIONS DES REALISATIONS DU PROJET

Rencontre sous-régionale d'échanges sur les expériences entre Projets de Lutte Contre la Pauvreté BAD	Juillet 2005	BGP / autres Projets BAD
Evaluation finale des activités du Projet	Juillet - Septembre 2005	BGP / Consultant
Enquêtes finales pour le suivi de l'évolution des indicateurs de pauvreté dans les zones ciblées	Juillet - Septembre 2005	BGP / DPS
Réunions des comités de pilotage et cadres de concertation	Janvier - Décembre 2005	BGP / URG / Collectivités locales / Tutelle
Coordination, suivi et supervision des activités du Projet	Janvier - Décembre 2005	BGP / URG / Partenaires
Rapport d'achèvement du Projet	Septembre - Décembre 2005	BGP / Tutelle
Audit des comptes pour l'exercice 2005	Janvier - Février 2006	BGP

**ANNEXE 2 : LISTE DES TABLEAUX**

<i>Tableau 1 : Taux d'exécution physique par composante.....</i>	<i>7</i>
<i>Tableau 2 : Taux d'exécution physique par catégorie.....</i>	<i>7</i>
<i>Tableau 3 : Situation des engagements et décaissements par catégorie.....</i>	<i>8</i>
<i>Tableau 4 : Situation des engagements et décaissements sur le prêt FAD.....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 5 : Situation des engagements et décaissements sur le don FAT.....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 6 : Situation des engagements et décaissements sur la contribution du Gouvernement .....</i>	<i>10</i>
<i>Tableau 7 : Situation des engagements et décaissements sur le prêt FND .....</i>	<i>10</i>
<i>Tableau 8 : Observations formulées et solutions préconisées pour l'amélioration des infrastructures .....</i>	<i>18</i>
<i>Tableau 9 : Situation des dossiers en instance à la BAD.....</i>	<i>23</i>
<i>Tableau 10 : Budget prévisionnel par catégorie et par composante :.....</i>	<i>25</i>

### ANNEXE 3 : QUELQUES ILLUSTRATIONS DES REALISATIONS







